

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 9 MAI 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/288</b>		
<b>AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIVE A UNE FRACTION DE TERRAIN AU SEIN DE L'ARSENAL DU MOURILLON</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/288**

**BUREAU DU 9 MAI 2022**

**O B J E T :    A U T O R I S A T I O N        D ' O C C U P A T I O N        T E M P O R A I R E  
                  C O N S E N T I E A L A M E T R O P O L E T O U L O N P R O V E N C E  
                  M E D I T E R R A N E E P A R L E M I N I S T E R E D E S A R M E E S  
                  R E L A T I V E A U N E F R A C T I O N D E T E R R A I N A U S E I N D E  
                  L ' A R S E N A L D U M O U R I L L O N**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'autorisation d'occupation temporaire ci-annexée,

**CONSIDERANT** qu'en date du 8 septembre 2020, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité le Ministère des Armées afin de pouvoir occuper une fraction de terrain de 21 082 m<sup>2</sup> environ, située sur la parcelle cadastrée section BW n°0284 de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » sur la commune de Toulon, d'une superficie totale de 149 915 m<sup>2</sup>, destinée à la mise à disposition du public d'un aménagement paysager avec parking,

**CONSIDERANT** que cette autorisation d'occupation temporaire a été consentie par le Ministère des Armées pour une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte,

**CONSIDERANT** que cette autorisation d'occupation temporaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 310 €,

Et après en avoir délibéré,



## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** l'occupation temporaire relative à une fraction de terrain de 21 082 m<sup>2</sup> de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » délivrée par le Ministère des Armées pour une durée de 5 ans moyennant une redevance annuelle de 310 €.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération N° 16203, article N° 6132 du Budget principal.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 mai 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**CENTRE INTERARMÉES DE  
COORDINATION DU SOUTIEN  
BASE DE DÉFENSE DE TOULON**

*Etablissement du service  
d'infrastructure  
de la défense de Toulon*

Direction des opérations

Division gestion et maintenance du  
patrimoine

Bureau administration du domaine

Section domanialité

## **AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS**

**Immeuble : ARSENAL DU MOURILLON**

**G2D**

**CHORUS**

<b>Site :</b>	<b>830 137542A</b>	<b>158596</b>
<b>Composant :</b>	<b>27 (fraction)</b>	<b>466095</b>

Le contre-amiral Alban LAPOINTE, commandant la base de défense de Toulon,

Suite à la demande du 8 septembre 2020 présentée par monsieur Hubert FALCO, Président de la métropole « Toulon-Provence-Méditerranée », domiciliée 107 boulevard Henri Fabre, 83000 - Toulon, n° SIRET : 24830054300217 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée » ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'avis du commandant la base de défense de Toulon n° 2021/52 du 29 janvier 2021 ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du 6 décembre 2021 ;

Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

083 137 245359

## DECIDE

### ARTICLE 1 – OBJET

L'État, Ministère des Armées autorise la métropole « Toulon-Provence-Méditerranée » à occuper une fraction de terrain située au sud de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » pour mise à disposition du public d'un aménagement paysager avec parking.

### ARTICLE 2- DESIGNATION

L'État, Ministère des Armées autorise la métropole « Toulon-Provence-Méditerranée » à occuper une fraction de terrain de 21 082 m<sup>2</sup> environ de la parcelle cadastrée section BW 0284 de l'immeuble « Arsenal du Mourillon » d'une superficie totale de 149 915 m<sup>2</sup>, situé sur la commune de Toulon.

### ARTICLE 3 – DUREE

L'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée pour une durée maximale de 5 ans à compter de la date de signature de l'acte.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période.

Elle sera périmée au bout d'un an s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être présentée par le permissionnaire trois mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.

### ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L'OCCUPATION

La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux, soit aux avantages conférés par les locations de locaux d'habitation.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le permissionnaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

En outre, il sera résilié de plein droit en cas de décès du permissionnaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, cessation d'activité ou dissolution.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis du Ministère des Armées de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

Les agents de l'État (Armées, service local du domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

#### ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION

Le permissionnaire devra assumer les responsabilités liées au respect de la réglementation visant les établissements recevant du public (ERP) en adaptant éventuellement les lieux en fonction de ces règles.

Il s'engage également à supporter la présence d'éventuels réseaux existants sur le site et ceux indiqués sur le plan joint ainsi que leur accès pour leur maintenance ou leur dérivation.

#### ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

La présente autorisation étant délivrée au permissionnaire dans le cadre d'un transfert de compétence et de responsabilité entre la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le permissionnaire prendra les lieux en l'état, étant réputé bien connaître les ouvrages réalisés par la commune de Toulon. Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de leur restitution (état des lieux de sortie) sera établi.

#### ARTICLE 7 - REDEVANCE

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le permissionnaire versera chaque année une redevance révisable de 310 euros à la direction départementale des finances publiques du Var.

Cette redevance, qui pourra être révisée dans les conditions fixées par l'article R.2125-3 du code général des propriétés des personnes publiques, commencera à courir à partir de la date indiquée à l'article 3 ci-dessus.

Cette redevance sera révisée les années suivantes, à date d'anniversaire de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques et notamment en fonction de l'évolution à la hausse de l'indice TP 02 ou de tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition.

L'indice TP 02 de référence sera celui du mois de mai 2020, à savoir 114,2.

En cas de retard dans les paiements, en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

#### ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le ministère des armées qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable l'immeuble mis à disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le permissionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon.

#### ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le permissionnaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent et communiquer les copies des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites devront garantir le ministère des armées contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile les polices souscrites de sorte que la responsabilité du ministère des armées ne soit recherchée pour la continuation de ces contrats après expiration de l'autorisation.

Le Ministère des Armées pourra en outre, à toute époque, exiger du permissionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité du ministère des armées pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

#### ARTICLE 10 – RETRAIT-REVOCATION-RENONCIATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins des armées ou un intérêt public justifient cette mesure ce dont l'administration restera seul juge, et ce, sans que le permissionnaire ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

##### 1/ Retrait à l'initiative du ministère des armées

Le Ministère des Armées se réserve le droit de retirer pour un motif d'intérêt général (notamment en cas de vente de l'immeuble) l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision du Ministère des Armées. La notification au permissionnaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le Ministère des armées, en cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.



### 2/ Révocation à l'initiative du ministère des armées

Le Ministère des Armées pourra révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissement ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

### 3/ Renonciation à l'initiative du permissionnaire

Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Dans tous les cas de retrait ou de révocation ou de renonciation du permissionnaire, les redevances domaniales payées d'avance resteront acquises à l'Etat sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

## ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au Ministère des Armées.

## ARTICLE 12 – NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

## ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

## ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

#### ARTICLE 15 – IMPOTS TAXES, DECLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

Le permissionnaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

#### ARTICLE 16 – INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) ET INSTALLATIONS OUVRAGES TRAVAUX ET ACTIVITES LIES A LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Sans objet

#### ARTICLE 17 – ANNEXES

- Plan de situation
- Plan de masse
- Plan des réseaux

#### ARTICLE 18 - AMPLIATIONS

Quatre ampliations de la présente autorisation seront adressées, par l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le

4. 2. 22

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' or 'J' shape with a horizontal line extending to the right.





50

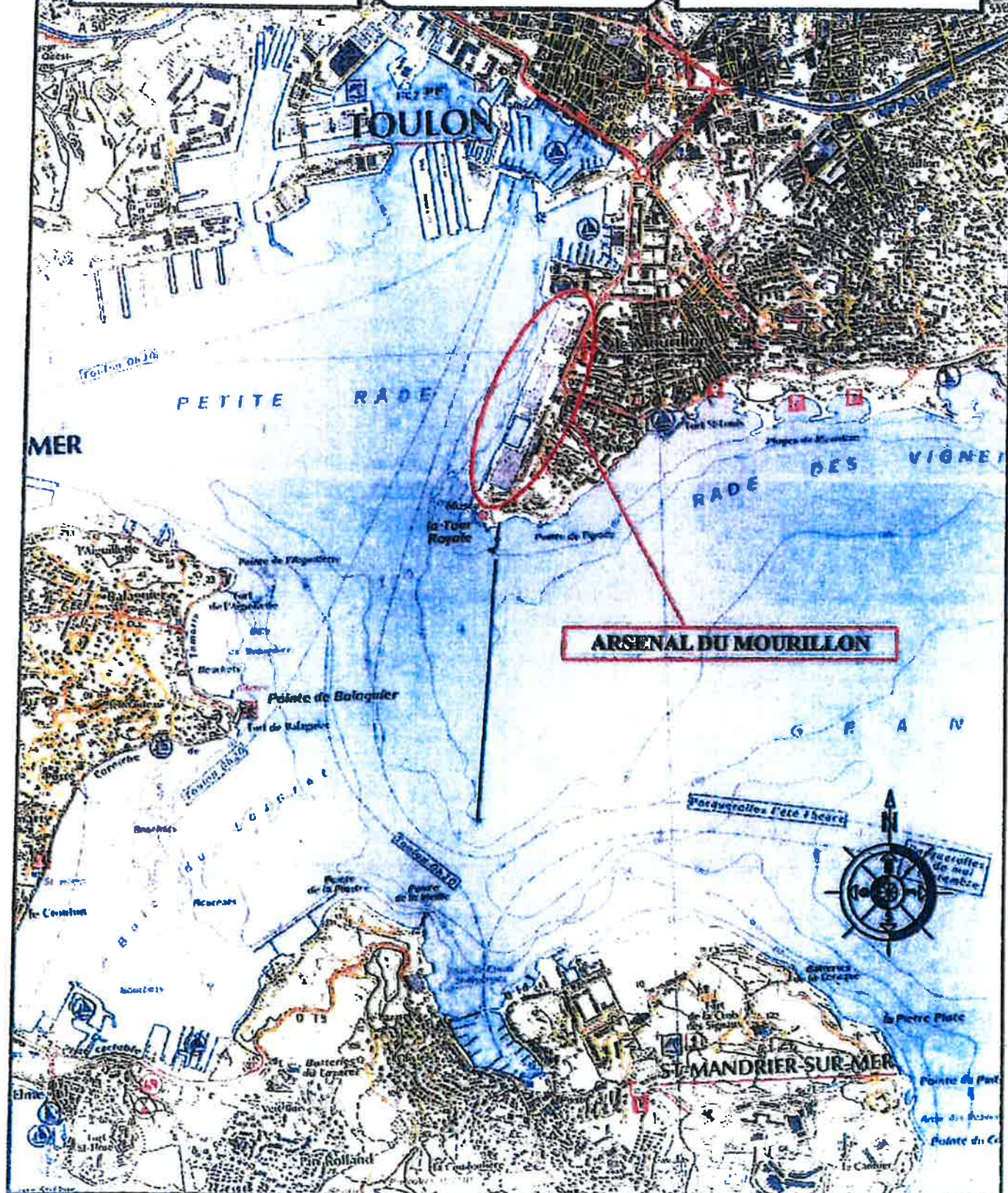
SERVICE DOMANIALE - URBANISME - LOGEMENT  
D. P. 31036 - 83057 TOULON CEDEX  
Tel: 04 94 02 48 34 Fax: 04 94 02 30 71  
[dev@toulon.doe-iranadeo.fr](mailto:dev@toulon.doe-iranadeo.fr)

## ARSENAL DU MOURILLON

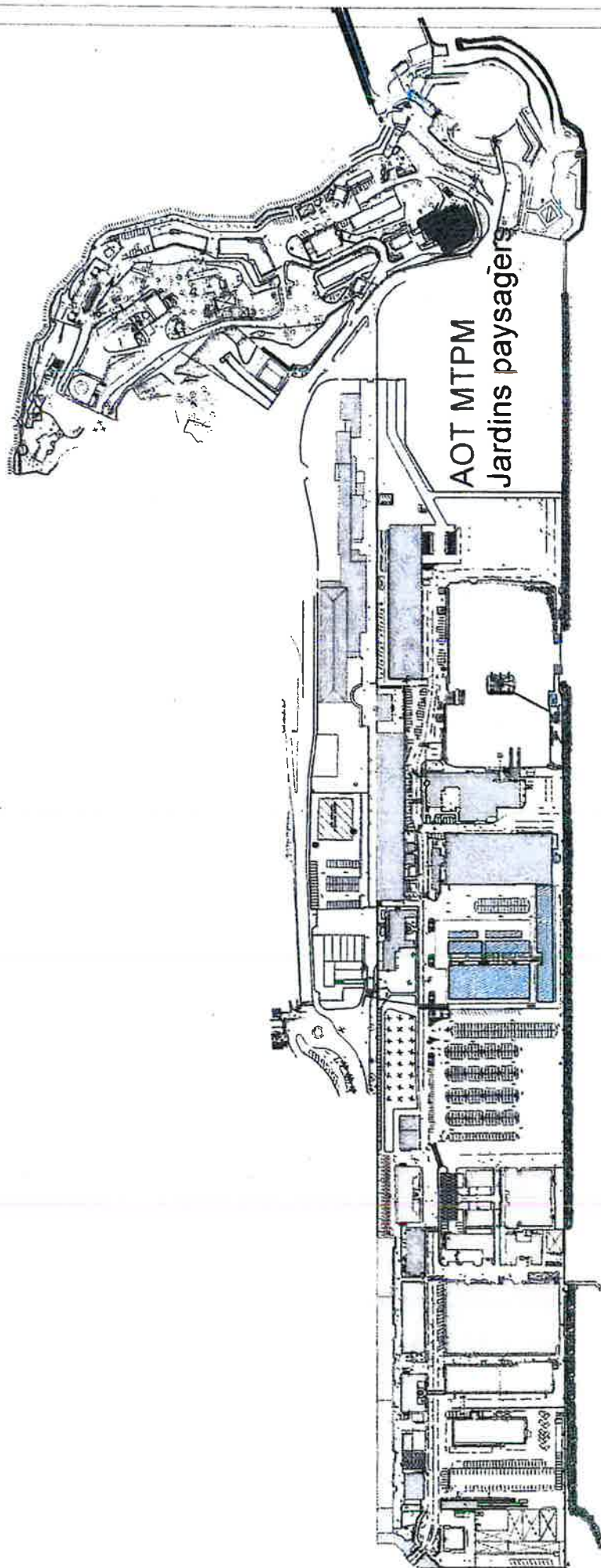
October 2010

## PLAN DE SITUATION

ECHELLE : 1/25000°







<b>ESID</b> TOULON	DELEGATION GENERALE POUR L'ARMEMENT	COMMUNE DE TOULON SITE DU MOURILLON  PLAN DE MASSE	SGA Société Générale de Sûreté et de Garde Armée			
			Code G2D 830 137 642A	Code Marché		
Coordonné par : DIT Jean Claude MAHER DIT - DIT Toulon - 157		TPACAGE 1/500 2050x800 / A1 Echelle : 1/2000_A3	SID	Date 03/2015	N°Ortre 03/2015	Indice
Directeur de l'ESID L'OTIA M. RAINERO						

LEGENDE

	Eau
	Eau
	Tel marine
	EU
	EU
	EP
	Gaz
	Cable HT
	Cable HT
	EU
	PTT

